

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Session annuelle  
du Conseil d'administration**

**Rome, 12–16 juin 2006**

# RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

Point 6 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.A/2006/6-A/1/1**  
4 mai 2006  
ORIGINAL: ANGLAIS

## COMPTES VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2004–2005: SECTION I

**Rapport du Directeur exécutif sur les affaires  
financières du Programme alimentaire  
mondial pour l'exercice biennal 2004–2005**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice financière:	Mme G. Casar	tél.: 066513-2885
Directeur adjoint, Division des finances:	M. E. Whiting	tél.: 066513-2701
Chef, Sous-Division de la comptabilité générale:	M. A. Diaz	tél.: 066513-2230

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



---

**Le Rapport du Directeur exécutif sur les affaires financières du Programme alimentaire mondial pour l'exercice biennal 2004–2005 (Section I)** (WFP/EB.A/2006/6-A/1/1) est le premier d'une série de trois documents soumis au Conseil d'administration conformément à l'article XIV.6 (b) du Statut et à l'article 13.1 du Règlement financier, relatifs à la présentation des états financiers vérifiés de l'exercice biennal du PAM. Ce rapport du Directeur exécutif expose les principaux aspects opérationnels et financiers de l'administration du PAM pendant l'exercice biennal et s'achève sur des recommandations à l'intention du Conseil d'administration.

Les deux autres documents concernant les comptes vérifiés sont les suivants:

- **Opinion du Commissaire aux comptes sur les états financiers vérifiés pour 2004–2005 (Section II)**, (WFP/EB.A/2006/6-A/1/2), et
- **Vérification des états financiers du Programme alimentaire mondial pour 2004–2005 (Section III)** (WFP/EB.A/2006/6-A/1/3), rapport détaillé du Commissaire aux comptes, qui contient des informations sur les résultats des activités de vérification menées à bien pendant l'exercice biennal.

## RÉSUMÉ

### Administration financière

Les améliorations apportées à la gestion et aux rapports financiers du PAM ont permis d'obtenir de meilleurs niveaux d'efficacité et d'examen ainsi qu'un accroissement de la transparence et de la responsabilité à tous les niveaux.

En juin 2005, les fonctions finances et budget ont été regroupées sous la responsabilité d'un directeur financier afin de créer des synergies entre les deux domaines fonctionnels, de faire une plus grande place à l'analyse des coûts et aux contrôles internes et de veiller à la transition vers l'adoption des normes comptables internationales.

Dans le cadre de l'initiative visant à renforcer la gestion financière, une procédure plus rigoureuse de clôture mensuelle des comptes a été introduite en janvier 2005, et une série minimale de rapports mensuels de clôture demandée aux bureaux régionaux et bureaux de pays à compter de février 2005. Ces améliorations visent à assurer l'intégrité des données financières, à suivre la gestion financière des bureaux de terrain et à améliorer les contrôles.

Pendant l'exercice biennal, dans le cadre de l'initiative visant à renforcer la gestion financière, 19 postes de fonctionnaires des finances engagés au plan international et 17 de fonctionnaires des finances nationaux ont été créés, et cinq analystes financiers régionaux ont été recrutés pour renforcer la gestion financière dans les bureaux de terrain. Des cours de formation et des ateliers portant sur des questions de gestion financière ont été organisés à l'intention des fonctionnaires des finances et des directeurs de pays nouvellement nommés. Le *Consolidated Finance Manual* a été publié pendant l'exercice biennal afin de fournir à tous les cadres et fonctionnaires des finances du PAM des orientations claires quant aux procédures et politiques financières de l'Organisation. Des rapports de gestion ont été mis au point pour aider les directeurs de pays à examiner l'état d'avancement des projets sur le plan financier et à prendre des décisions.

En 2005, les risques de change ont été analysés et une nouvelle stratégie de gestion des monnaies visant à réduire ces risques a été élaborée avec l'aide du Service de la trésorerie de la Banque mondiale.

L'adoption des normes comptables internationales, approuvée par le Conseil en novembre 2005, est prévue pour 2008.

Pendant l'exercice, trois mécanismes de financement interne ont facilité les interventions immédiates du PAM en cas d'urgence —le Mécanisme de financement par fonds de roulement, le Compte d'intervention immédiate et le Mécanisme d'avances pour les coûts d'appui directs— dont les avances ont permis de financer des projets à hauteur de 150,9 millions de dollars É.-U., 161,2 millions de dollars et 186,7 millions de dollars, respectivement.

Pendant tout l'exercice, le PAM a travaillé avec d'autres fonds et programmes des Nations Unies sur des questions financières d'intérêt commun, telles que les rapports financiers sur des programmes conjoints, l'approche harmonisée du transfert des liquidités et l'adoption des normes comptables internationales.



## Traits saillants de l'administration financière

Le PAM a achevé l'exercice biennal avec des recettes de 6,3 milliards de dollars au total, soit 0,5 milliard de dollars (8,7 pour cent) de plus que l'exercice biennal précédent. Les dépenses totales se sont chiffrées à 6,2 milliards de dollars pendant l'exercice, soit une augmentation de 1,1 milliard de dollars (21,6 pour cent) par rapport à l'exercice précédent.

Sur le montant de 6,2 milliards de dollars, 32,6 pour cent ont été imputables aux opérations d'urgence, 30,6 pour cent aux interventions prolongées de secours et de redressement, 8,2 pour cent aux opérations de développement, 4,1 pour cent aux opérations spéciales, 9,3 pour cent au Fonds général et aux comptes spéciaux et 15,1 pour cent à des fonds bilatéraux et à des fonds fiduciaires. Pendant l'exercice 2004–2005, les ratios coûts d'appui/dépenses totales n'ont guère évolué par rapport à l'exercice précédent.

Le Fonds général a été utilisé pour passer par profits et pertes des comptes débiteurs et des contributions à recevoir, représentant un montant total de 7,6 millions de dollars, jugés irrécouvrables après examen et analyse approfondis.

À la fin de 2005, les liquidités et placements à court terme se montaient au total à 1,1 milliard de dollars, dont 895 millions de dollars sous forme de placements à court terme. Sur le montant total des liquidités et placements à court terme, 463 millions de dollars sont entièrement engagés au titre des fonds alloués aux catégories d'activités, ce qui représente les dépenses en espèces de 90 jours. Un montant de 236 millions de dollars est détenu au titre de fonds bilatéraux et de fonds fiduciaires, et 431 millions de dollars sont affectés au Fonds général et aux comptes spéciaux, y compris les réserves approuvées qui servent à financer des activités opérationnelles.

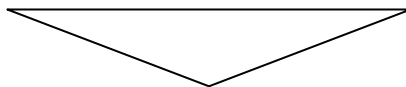
Les placements à longue échéance sont affectés au remboursement d'emprunts à long terme (56,8 millions de dollars) et aux fonds de prestations dues au personnel (62,2 millions de dollars). Le solde des contributions à recevoir était de 1,3 milliard de dollars (1,7 milliard de dollars en 2003).

Un montant total de 151,8 millions de dollars a été prélevé sur le Compte de péréquation des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Sur ce montant, le Conseil avait approuvé en octobre 2003, dans le cadre du Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005, un prélèvement de 127,7 millions de dollars et, en mai 2004, un autre prélèvement de 24,1 millions de dollars à verser au Mécanisme d'avances au titre des coûts d'appui directs. À la fin de 2005, le solde du Compte de péréquation des dépenses d'administration et d'appui aux programmes était de 122,1 millions de dollars.

Après avoir examiné les comptes de l'exercice biennal 2004–2005, le Commissaire aux comptes a formulé au sujet des états financiers un avis sans réserve selon lequel lesdits états reflètent fidèlement les résultats des opérations financières et la position du PAM en fin d'exercice.



## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil d'administration:

- i) approuve les états financiers du PAM pour l'exercice biennal 2004–2005 ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes, conformément à l'article XIV.6 (b) du Statut; et
- ii) prend note du prélèvement de 7,6 millions de dollars opéré sur le Fonds général pendant l'exercice biennal aux fins de passer par profits et pertes des contributions à recevoir et des comptes débiteurs.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.A/2006/16) publié à la fin de la session du Conseil.



---

## INTRODUCTION

1. Conformément à l'article XIV.6 (b) du Statut et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 13 du Règlement financier, le Directeur exécutif a l'honneur de soumettre les états financiers du PAM pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005.
2. Le processus d'amélioration de l'administration financière du PAM engagé au cours de l'exercice biennal précédent s'est poursuivi pendant tout l'exercice 2004–2005. À la suite des améliorations apportées à la qualité des rapports financiers et à leur communication en temps voulu au Conseil, aux donateurs et à la direction, un certain nombre d'initiatives ont été prises pour renforcer l'administration financière générale du PAM.
3. Dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005, neuf priorités de gestion ont été arrêtées, parmi lesquelles figure l'augmentation de la transparence et de la responsabilité. Afin d'atteindre les objectifs correspondant à cette priorité, il fallait procéder à un investissement financier pour augmenter la capacité du siège et des bureaux extérieurs en recrutant des spécialistes des questions financières et en assurant la formation des cadres à la gestion financière. Il fallait aussi que le Secrétariat fixe de nouvelles normes ambitieuses en matière de gestion financière et de rapports financiers afin de renforcer la responsabilité à tous les niveaux. Indépendamment des initiatives exposées dans le présent document, les fonctions de contrôle, exercées dans le cadre du mandat du Comité d'audit reconstitué et grâce aux activités d'audit interne et externe, permettent d'élever progressivement le degré d'efficacité de la gestion financière du PAM. Les difficultés demeureront pendant l'exercice biennal en cours car le PAM continue de s'attacher à améliorer encore les rapports financiers, la responsabilité et les contrôles, tout en relevant les nouveaux défis qui consistent à mettre en place des comptes annuels vérifiés, à adopter les normes comptables internationales et à améliorer l'appui qu'apporte le Système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS).
4. Les initiatives examinées dans le document consistent à réorganiser et regrouper les fonctions finances et budget sous la responsabilité d'un directeur financier, à renforcer la gestion financière dans les bureaux de terrain, à examiner en profondeur les politiques du PAM en matière de monnaies, à faire approuver par le Conseil les améliorations apportées aux rapports financiers, y compris l'application des normes comptables internationales d'ici à 2008, et à assurer une utilisation plus rationnelle des liquidités et des réserves au titre du Fonds de roulement, du Mécanisme d'avances pour les coûts d'appui directs et du Compte d'intervention immédiate (CII).
5. Le présent rapport résume les principaux aspects opérationnels et financiers de l'administration du PAM pendant l'exercice biennal 2004–2005, conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article XIV du Statut.

---

## GESTION FINANCIÈRE

### Réorganisation de la fonction finances

6. En juin 2005 et conformément à l'engagement pris par le Directeur exécutif d'améliorer la gestion financière du PAM, les fonctions finances et budget ont été regroupées sous la responsabilité d'un directeur financier. Ce dernier donne des avis sur les décisions relatives aux procédures de l'Organisation, les questions financières stratégiques, le respect des



principes de gouvernance et l'efficacité des contrôles préventifs, et veille à l'exactitude et à la ponctualité des comptes, des analyses et des rapports financiers.

7. Après achèvement d'un examen des structures financières et budgétaires de l'Organisation en mars 2006, un nouveau service a été mis en place, celui du directeur financier, qui fait rapport par l'intermédiaire du Directeur exécutif adjoint, Département de l'administration.
8. La réorganisation de la fonction finances permettra de faire une plus grande place à l'analyse des coûts et aux contrôles internes et de préparer le PAM à appliquer les normes comptables internationales.

## **Renforcement de la gestion financière**

⇒ *Rapports financiers mensuels de clôture des comptes*

9. En janvier 2005, le Secrétariat a mis en place un système plus rigoureux de clôture mensuelle des comptes pour s'assurer que les informations financières déjà fournies restent inchangées. Ce système garantit l'intégrité des montants comptabilisés et la qualité des analyses financières correspondantes car les informations pertinentes sont communiquées de façon cohérente.
10. Une série minimale de rapports mensuels de clôture a été établie en février 2005; elle constitue un outil de suivi de l'efficacité des bureaux de terrain appelés à procéder régulièrement aux opérations de rapprochement et d'apurement concernant toutes les rubriques en suspens. Les directeurs de pays doivent avaliser les rapports mensuels dans le cadre de leurs responsabilités en matière de gestion financière de leurs bureaux.
11. La série minimale de rapports mensuels a contribué à:
  - assurer ponctuellement la clôture mensuelle des comptes;
  - renforcer et systématiser la fonction de contrôle des bureaux régionaux;
  - déceler les problèmes de gestion financière sur le terrain;
  - améliorer les compétences analytiques des fonctionnaires des finances sur le terrain;
  - étayer les obligations redditionnelles des directeurs de pays.

Il est prévu de perfectionner encore en 2006 le système des rapports mensuels à des fins de contrôle, et notamment d'adopter un système de suivi devant permettre d'identifier les risques financiers et les problèmes de contrôle exigeant une intervention immédiate.

⇒ *Recrutement de fonctionnaires des finances et formation*

12. Dans le cadre du renforcement de la gestion financière des bureaux de terrain, 19 postes de fonctionnaires internationaux et 17 de fonctionnaires nationaux ont été créés pendant l'exercice biennal, ce qui représente sur le terrain un accroissement de 61 pour cent des effectifs de fonctionnaires des finances recrutés au plan international (ils étaient 31 à la fin de 2003) et de 68 pour cent des effectifs de fonctionnaires nationaux (qui étaient 25 à la fin de 2003). Cinq analystes financiers régionaux ont été recrutés afin de mettre en place le nouveau modèle issu de l'Examen des procédures de l'Organisation.





13. Pendant l'exercice biennal, les fonctionnaires des finances nouvellement recrutés ont régulièrement bénéficié de cours d'introduction aux procédures opérationnelles et financières du PAM, aux contrôles internes, aux responsabilités attachées à leurs fonctions et aux compétences techniques spécifiques du PAM.
14. Une formation à la gestion financière a également été dispensée aux nouveaux directeurs de pays. Elle portait sur les procédures financières du PAM et, en particulier, sur les responsabilités des directeurs de pays en matière de contrôles internes et de gestion financière efficace.
15. Des ateliers annuels ont été organisés à l'intention des responsables des finances du siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays afin d'examiner des questions stratégiques de gestion financière et de préciser les rôles et les responsabilités de chacun. À l'échelle des bureaux régionaux, des ateliers annuels, auxquels ont participé les fonctionnaires des finances des bureaux de pays, ont été organisés afin de préparer le travail de clôture des comptes financiers de l'exercice biennal, de mener de nouvelles initiatives, d'examiner le suivi des résultats d'audit et de dispenser une formation avancée au système WINGS.

⇒ *Manuel des procédures financières et rapports de gestion*

16. Avec la publication pendant l'exercice biennal du *Consolidated Finance Manual*, un important aspect du renforcement de la gestion financière a été traité: il s'agissait de fournir des directives claires sur les politiques et procédures financières. En outre, des rapports de gestion des projets ont été mis au point dans le système WINGS afin de fournir aux directeurs de pays des rapports concis sur l'état d'avancement des projets du point de vue financier, et ainsi améliorer la gestion des projets et la prise des décisions.

### **Politique en matière de monnaies**

17. De grands progrès ont été faits en 2005 dans l'analyse des risques de change et la mise en place d'une nouvelle stratégie de gestion des monnaies. En coopération avec le Service de la trésorerie de la Banque mondiale, les principaux risques de change encourus par le PAM en matière: i) de dépenses en euros au siège du PAM; et ii) de contributions confirmées en monnaies autres que le dollar —monnaie de base— ont fait l'objet d'une analyse approfondie. Des stratégies de gestion des monnaies pour réduire ces risques ont été examinées par le Comité des placements.
18. En février 2006, une stratégie de couverture a été appliquée aux dépenses de personnel en euros faites au siège, afin d'avoir une plus grande certitude quant à la valeur en dollars des dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP) de personnel, conformément au Plan de gestion pour l'exercice biennal 2006–2007.

### **Normes comptables internationales**

19. En février 2005, le Conseil a examiné le "Rapport du Commissaire aux comptes sur les normes applicables aux rapports financiers du PAM" (WFP/EB.1/2005/5-E). Dans ce rapport, le Commissaire aux comptes recommandait au PAM d'envisager la possibilité d'adopter des normes comptables internationales indépendantes.
20. À partir d'un examen par le Secrétariat des incidences que représente pour le PAM la recommandation du Commissaire aux comptes et compte tenu des débats consacrés à la question dans le cadre des Nations Unies, le Conseil a approuvé, à sa deuxième session



ordinaire de novembre 2005, la proposition tendant à adopter les normes comptables internationales (décision 2005/EB.2/11).

21. En attendant l'adoption de ces normes prévue pour 2008, le Secrétariat se propose d'apporter des améliorations aux rapports financiers en 2006, notamment en appliquant le principe de la comptabilisation des dépenses à la livraison, la présentation des placements à la valeur du marché et les états financiers vérifiés annuels.
22. Le deuxième rapport intérimaire sur la mise en oeuvre au PAM des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) est soumis à la présente session du Conseil pour examen. Y figurent les prévisions budgétaires correspondant au coût du passage à l'application des IPSAS au cours des deux prochaines années, soit un montant de 3,7 millions de dollars.

### **Compte d'intervention immédiate, Mécanisme d'avances pour les coûts d'appui directs et Mécanisme de financement par Fonds de roulement**

23. En disposant de trois mécanismes de financement interne, le PAM a beaucoup amélioré sa capacité d'intervenir immédiatement en cas de situation d'urgence et de remédier aux ruptures d'approvisionnement pendant l'exercice biennal 2004–2005.

#### *⇒ Compte d'intervention immédiate*

24. Le CII est financé essentiellement par des contributions directes de donateurs. Bien que le Conseil ait approuvé en octobre 2004 un objectif annuel de 70 millions de dollars, le solde du Compte s'est maintenu en moyenne à 31 millions de dollars seulement ces deux dernières années. Au total, 161,2 millions de dollars ont servi à financer des opérations pendant l'exercice. Un montant de 139,3 millions de dollars a été versé au CII au titre de contributions nouvelles ou de recouvrements de contributions de donateurs pour des projets qui avaient été financés par prélèvement sur le Compte. Cette situation était jusqu'à un certain point prévue en octobre 2003 quand le Conseil a approuvé, à titre exceptionnel, la reprogrammation au CII d'un montant de 20 millions de dollars prélevé sur le Compte de péréquation AAP. Le CII, dont le solde d'ouverture au 1er janvier 2004 se chiffrait à 32,7 millions de dollars, a terminé l'exercice avec un solde de 30,8 millions de dollars.

#### *⇒ Mécanisme d'avances au titre des coûts d'appui directs*

25. Étant donné la nécessité de financer les coûts d'appui directs (CAD) aux opérations, le Conseil a approuvé la mise en réserve en octobre 2003, d'un montant de 60 millions de dollars pour le Mécanisme d'avances pour les CAD dans le cadre du Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005. Des avances sont consenties pour des projets approuvés et sont garanties par les fonds placés en réserve. Le montant des avances consenties pendant l'exercice biennal s'est monté à 186,7 millions de dollars, qui ont servi à des centaines de projets; le montant des recouvrements s'est chiffré à 192,2 millions de dollars, y compris 15,9 millions de dollars de recouvrements au titre d'avances consenties au cours d'exercices antérieurs.

#### *⇒ Financement par fonds de roulement*

26. L'Examen des procédures de l'Organisation est une initiative qui a démarré avec cinq projets pilotes en février 2004, quand le Conseil a approuvé l'idée d'utiliser la Réserve opérationnelle pour financer les projets reposant sur des contributions prévues. Ce mode de financement a amené par la suite le Conseil à approuver en février 2005, la fixation d'un



plafond d'avances de 180 millions de dollars au titre d'un fonds de roulement. Le mécanisme de financement par fonds de roulement repose sur les contributions prévues des donateurs. Au total, un montant de 150,9 millions de dollars a été avancé jusqu'ici, en faveur de projets entrepris en République démocratique du Congo, en Indonésie, en Palestine, au Soudan, en Ouganda, en Afrique de l'Ouest et au Zimbabwe. Sur ce total, 93,3 millions de dollars ont été restitués lorsque les contributions annoncées qui avaient servi de garantie ont été confirmées par les donateurs.

27. Sur les avances consenties en 2005, un montant de 6,2 millions de dollars, correspondant au projet entrepris en République démocratique du Congo, n'a pas été remboursé et devra probablement être passé par profits et pertes en 2006.

### Activités menées à l'échelle du système des Nations Unies

28. Le PAM a travaillé sur les questions financières avec d'autres fonds et programmes des Nations Unies pendant tout l'exercice biennal. Il a fait partie du Groupe de travail sur les politiques financières du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), qui a fourni des directives concernant l'établissement de rapports financiers sur les programmes conjoints et les arrangements financiers relatifs au Bureau commun des Nations Unies au Cap-Vert.
29. Le PAM était représenté à part entière au Groupe de travail interinstitutions sur les modalités de transfert des ressources, qui a mis au point la méthode harmonisée de transfert de liquidités aux partenaires d'exécution lancée en avril 2005 qui est devenue obligatoire pour toutes les agences du Comité exécutif.
30. Le PAM a aussi fait partie de l'équipe spéciale chargée des normes comptables et a joué un rôle important dans les discussions qui ont abouti à la décision du Comité de haut niveau sur la gestion qui a demandé que toutes les organisations des Nations Unies adoptent les IPSAS d'ici à 2010.

---

## TRAITS SAILLANTS DE L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

### Recettes, dépenses et soldes des fonds

⇒ *Récapitulation des recettes et des dépenses*

31. Les recettes du PAM pour l'exercice biennal 2004–2005 se sont montées à 6,3 milliards de dollars, soit 0,5 milliard de dollars (8,7 pour cent) de plus que l'exercice précédent. Les dépenses de l'exercice, soit 6,2 milliards de dollars, ont accusé une augmentation de 1,1 milliard de dollars (21,6 pour cent) par rapport à l'exercice précédent. En 2004–2005, elles ont représenté 97,9 pour cent des recettes, ce qui constitue une amélioration par rapport au pourcentage de 2002–2003 (87,6 pour cent).



**TABLEAU 1: RÉCAPITULATION DU TOTAL DES RECETTES  
ET DES DÉPENSES DU FONDS DU PAM**

(en millions de dollars)

	2004–2005	2002–2003	% d'augmentation (de diminution)
<b>RECETTES</b>			
Contributions en nature sous forme de produits et de services	1 039,3	1 139,1	(8,8)
Autres contributions (y compris le Bureau chargé du Programme Iraq*)	5 155,3	4 513,1	14,2
Autres recettes (intérêts, gains de change, etc.)	115,5	151,3	(23,7)
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>6 310,1</b>	<b>5 803,5</b>	<b>8,7</b>
<b>DÉPENSES</b>			
Produits reçus en nature et achetés	2 792,3	2 719,7	2,7
Coûts opérationnels directs	2 327,6	1 619,8	43,7
Coûts d'appui directs	672,1	509,9	31,8
Coûts d'appui indirects	385,1	232,2	65,8
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>6 177,1</b>	<b>5 081,6</b>	<b>21,6</b>
<b>EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES</b>	<b>133,0</b>	<b>721,9</b>	<b>(81,6)</b>

\* Y compris 17 millions de dollars de contributions en espèces et en nature sous forme de produits provenant du Bureau chargé du Programme Iraq (913,1 millions de dollars en 2002–2003).

⇒ *Dépenses par catégorie d'activités*

32. L'on trouvera au tableau 2 une décomposition des 6,3 milliards de dollars de dépenses par catégorie d'activités.

**TABLEAU 2: TOTAL DES DÉPENSES PAR CATÉGORIE D'ACTIVITÉS**

(en millions de dollars)

	2004–2005		2002–2003 (Ajusté)	
	Montant	%	Montant	%
<b>Fonds alloués aux diverses catégories d'activités</b>				
Développement	515,3	8,2	423,1	8,3
Opérations d'urgence	2 039,2	32,6	2 940,3	57,7
Interventions prolongées de secours et de redressement	1 913,7	30,6	1 149,0	22,5
Opérations spéciales	257,4	4,1	118,8	2,3
<b>Total partiel</b>	<b>4 725,6</b>	<b>75,5</b>	<b>4 631,2</b>	<b>90,8</b>
<b>Autres</b>				
Fonds général et comptes spéciaux	584,5	9,3	300,4	5,9
Fonds bilatéraux et fonds fiduciaires	948,1	15,1	170,8	3,3
<b>TOTAL*</b>	<b>6 258,2</b>	<b>100,0</b>	<b>5 102,4</b>	<b>100,0</b>

\* Avant élimination de 81,1 millions de dollars en 2004–2005 et de 20,8 millions de dollars en 2002–2003 représentant les recettes internes de cinq comptes spéciaux.



33. Des informations détaillées sur les recettes et les dépenses par catégorie d'activités figurent en annexe.
34. Les dépenses afférentes aux interventions prolongées de secours et de redressement ont beaucoup augmenté en 2004–2005 pour atteindre un niveau analogue à celui des dépenses consacrées aux opérations d'urgence, ce qui confirme la réorientation de certaines de ces opérations vers des interventions prolongées. Tout en accusant une augmentation de 82,2 millions de dollars, les dépenses de développement, exprimées en pourcentage des dépenses totales, sont restées à des niveaux pratiquement inchangés par rapport à 2002–2003 (environ 8,2 pour cent).
35. L'augmentation des dépenses au titre des fonds bilatéraux et des fonds fiduciaires en 2004–2005 est essentiellement imputable à l'appui technique apporté au système de distribution public en Iraq, qui a représenté 762 millions de dollars de dépenses pendant l'exercice.
36. L'accroissement en 2004–2005 des dépenses au titre du Fonds général et des comptes spéciaux était dû aux initiatives AAP et de renforcement des capacités, auxquelles s'est ajoutée l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis.

⇒ *Coûts d'appui*

37. La progression des dépenses au titre des CAD était en partie imputable aux initiatives de renforcement des capacités menées pendant l'exercice biennal: amélioration de la sécurité, gestion axée sur les résultats, mise à niveau de WINGS et renforcement de la gestion financière.
38. L'augmentation des coûts AAP était principalement due aux écarts de dépenses de personnel causés par l'affaiblissement du dollar des États-Unis au regard de l'euro.
39. En 2004–2005, les coûts d'appui ont représenté 17 pour cent du total des dépenses, chiffre qui soutient favorablement la comparaison avec ceux de 2000–2001 (19 pour cent) et de 1998–1999 (18 pour cent). Le pourcentage plus faible de 2002–2003 (15 pour cent) résultait du niveau élevé des dépenses consacrées à l'Iraq pendant cet exercice.

**TABLEAU 3: COÛTS D'APPUI EN POURCENTAGE  
DES DÉPENSES**

(en millions de dollars)

	2004–2005		2002–2003 (ajusté)	
	Montant	%	Montant	%
Total des dépenses	6 177,1	100	5 081,6	100
Coûts d'appui:				
CAD	672,2	11	509,9	10
AAP	385,1	6	232,2	5
<b>Total des coûts d'appui</b>	<b>1 057,3</b>	<b>17</b>	<b>742,1</b>	<b>15</b>



⇒ *Soldes des fonds*

40. Fin décembre 2005, le total des soldes des fonds du PAM se décomposait comme suit:

**TABLEAU 4: TOTAL DES SOLDES DES FONDS  
PAR CATÉGORIE D'ACTIVITÉS**

(en millions de dollars)

	2004–2005		2002–2003	
	Montant	%	Montant	%
<b>Fonds alloués aux diverses catégories d'activités</b>				
Développement	227,0	15,4	246,0	13,4
Opérations d'urgence	312,4	21,2	805,0	43,9
Interventions prolongées de secours et de redressement	444,8	30,2	558,6	30,5
Opérations spéciales	118,2	8,0	33,3	1,8
<b>Total partiel</b>	<b>1 102,4</b>	<b>74,8</b>	<b>1 642,9</b>	<b>89,6</b>
<b>Fonds général et comptes spéciaux</b>	<b>161,4</b>	<b>10,9</b>	<b>107,3</b>	<b>5,9</b>
<b>Fonds bilatéraux et fonds fiduciaires</b>	<b>210,9</b>	<b>14,3</b>	<b>81,8</b>	<b>4,5</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 474,7</b>	<b>100,0</b>	<b>1 832,0</b>	<b>100,0</b>

41. Au 31 décembre 2005, les soldes des fonds alloués aux différentes catégories d'activités se montaient au total à 1,1 milliard de dollars; des informations plus détaillées figurent en annexe. Sur ce chiffre, 463,5 millions de dollars représentaient des liquidités et des placements à court terme. Le reste, soit 638,9 millions de dollars, correspondait à un montant de 1 363,1 millions de dollars de contributions et autres sommes à recevoir, avec soustraction de 724,2 millions de dollars représentant les soldes de comptes débiteurs et des obligations, comme le montre l'État II des états financiers.

42. Les 7,6 millions de dollars du Fonds général ont été utilisés en 2004–2005, conformément à l'article 12.4 du Règlement financier, pour passer par profits et pertes des comptes débiteurs (4,7 millions de dollars) et des contributions à recevoir (2,9 millions de dollars). La passation par profits et pertes résultait: i) en 2001 et 2002, de dépenses excessives encourues pour des projets à cause de l'insuffisance des contrôles budgétaires dans des bureaux qui n'utilisaient pas le système WINGS; ii) de l'absence d'informations détaillées sur les soldes débiteurs transférés des anciens systèmes en 2001; et iii) de contributions datant de 1997 à 2001 sur lesquelles des dépenses avaient été encourues, mais dont le remboursement ne pouvait plus être attendu, les projets étant clos.

43. À la suite d'une analyse approfondie et du recouvrement de tous les montants possibles, il a été considéré qu'il serait vain de poursuivre l'analyse. Ces montants ont donc été passés par profits et pertes, conformément au Règlement financier.



## Avoirs, engagements et réserves

⇒ *Liquidités et placements*

44. Au 31 décembre 2005, les dépôts bancaires à vue et les placements à court terme se montaient à 1,1 milliard de dollars, comme suit:

**TABLEAU 5: LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS  
À COURT TERME**

(en millions de dollars)

	2005	2003
<b>Dépôts bancaires et liquidités:</b>		
Au siège	194,2	100,3
Dans les bureaux de pays	40,9	26,9
<b>Placements à court terme</b>	<b>895,1</b>	<b>780,2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 130,2</b>	<b>907,4</b>

45. Sur le total des liquidités et des placements à court terme, un montant de 463 millions de dollars est pleinement engagé au titre des fonds alloués aux catégories d'activités. Ce montant représente 90 jours de dépenses en espèces, soit une réduction par rapport à l'exercice biennal précédent (102 jours). Un montant de 236 millions de dollars est détenu au titre de fonds bilatéraux et de fonds fiduciaires, et un autre de 431 millions de dollars correspond au Fonds général et aux comptes spéciaux, y compris les réserves approuvées utilisées à l'appui d'activités opérationnelles. Un document distinct sur la trésorerie est présenté au Conseil à sa session annuelle de 2006.
46. Les placements à long terme, dont le solde se chiffrait à 56,8 millions de dollars au 31 décembre 2005 (62,2 millions de dollars au 31 décembre 2003), se composent de STRIPS du Trésor des États-unis, qui sont suffisants pour rembourser le principal et les intérêts de l'emprunt à long terme de 106 millions de dollars.
47. Le tableau 6 fait apparaître les placements à long terme qui sont aussi détenus pour financer les obligations au titre des fonds de prestations dues au personnel: le Plan d'assurance-maladie après cessation de service, le Fonds de réserve du plan d'indemnisation et le Régime des indemnités pour cessation de service, qui se montent à 111,2 millions de dollars.

**TABLEAU 6: PLACEMENTS À LONG TERME—  
FONDS DE PRESTATIONS DUES AU PERSONNEL**

(en millions de dollars)

	2005	2003
Obligations	42,5	38,9
Actions	33,1	25,1
<b>TOTAL</b>	<b>75,6</b>	<b>67,3</b>





⇒ *Contributions à recevoir*

48. Au 31 décembre 2005, le solde des contributions à recevoir était de 1 318 800 000 dollars, dont 1 088 400 000 dollars de contributions confirmées en 2004–2005 et 230,4 millions de dollars d'arriérés de contributions de plus de deux ans.

<b>TABLEAU 7: CONTRIBUTIONS À RECEVOIR</b>				
(en millions de dollars)				
	2004–2005		2002–2003	
	Montant	%	Montant	%
<b>Année de confirmation des contributions annoncées</b>				
2005	946,0	71,7	-	-
2004	142,4	10,8	-	-
2003	144,0	10,9	1 212,50	69,3
2002	76,5	5,8	302,9	17,3
2001 et années antérieures	9,9	0,8	233,2	13,3
<b>TOTAL</b>	<b>1 318,8</b>	<b>100,0</b>	<b>1 748,60</b>	<b>100,0</b>

49. La diminution du solde des contributions à recevoir résulte essentiellement de la réduction de la valeur de contributions en 2004–2005 et d'ajustements sur exercices antérieurs. Le montant des nouvelles contributions et des liquidités reçues est du même ordre que celui de l'exercice précédent.

⇒ *Comptes débiteurs*

50. Les comptes débiteurs sont les dépenses payées par anticipation et les montants dus au PAM, autres que les contributions des donateurs. À la fin de 2005, le total des comptes débiteurs, soit 219,1 millions de dollars, avait augmenté de 42 pour cent par rapport au solde de fin 2003, en raison essentiellement de l'augmentation des avances consenties aux fournisseurs et des indemnités d'assurance à recevoir. Par rapport au total des dépenses de l'exercice biennal, les comptes débiteurs ont représenté 3,5 pour cent en 2005 (3 pour cent en 2003).

⇒ *Engagements courants*

51. Parallèlement à l'augmentation du volume des opérations et avec l'inclusion, en tant que sommes à payer, de fonds provenant de projets financièrement clos, les engagements courants comprenant les comptes à payer et les obligations non réglées ont progressé de 37,9 pour cent, passant de 656,8 millions de dollars en 2003 à 905,4 millions de dollars en 2005. En pourcentage des dépenses totales, le solde atteignait 14,6 pour cent en 2005 (12,9 pour cent en 2003).





⇒ *Réserves*

52. Les soldes des réserves au 31 décembre 2005 sont indiqués au tableau 8.

<b>TABLEAU 8: RÉSERVES</b>		
(en millions de dollars)		
	<b>2005</b>	<b>2003</b>
Réserve opérationnelle	57,0	57,0
Compte d'intervention immédiate	30,8	32,7
Mécanisme d'avances au titre des CAD	49,5	15,9
Compte de péréquation AAP	122,1	230,6
Compte de péréquation des écarts de dépenses de personnel	-	0,1
Compte pour les mesures de sûreté et de sécurité du personnel	-	0,1
<b>TOTAL</b>	<b>259,4</b>	<b>336,4</b>

⇒ *Compte d'auto-assurance*

53. Il s'agit d'un compte spécial utilisé pour comptabiliser les transactions au titre du régime d'auto-assurance du PAM qui couvre les pertes de produits avant livraison et en transit dans le cadre de transports internationaux. Au 31 décembre 2005, le compte enregistrait un solde excédentaire de 29,6 millions de dollars, en raison d'un taux de pertes relativement faible et des recouvrements satisfaisants auprès des transporteurs.

⇒ *Audit externe*

54. Après avoir examiné les comptes de l'exercice biennal 2004–2005, le Commissaire aux comptes a formulé au sujet des états financiers un avis sans réserve selon lequel lesdits états reflètent fidèlement les résultats des opérations financières et la position du PAM en fin d'exercice. Il a aussi présenté dans un rapport détaillé les principales constatations découlant de l'audit et des recommandations.

55. Une première réponse aux recommandations est fournie dans le document "Rapport intérimaire sur les recommandations formulées par le Commissaire aux comptes" présenté au Conseil à la session annuelle de 2006. Après examen minutieux des recommandations, le Secrétariat soumettra un rapport plus détaillé et un plan d'action, assorti d'un calendrier, au Conseil à sa deuxième session ordinaire de novembre 2006.



---

## RECOMMANDATIONS

56. Le Directeur exécutif recommande au Conseil d'administration:

- i) d'approuver les états financiers du PAM pour l'exercice biennal 2004–2005, ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes, conformément à l'article XIV.6 (b) du Statut; et
- ii) de prendre note du prélèvement de 7,6 millions de dollars opéré sur le Fonds général pendant l'exercice biennal aux fins de passer par profits et pertes des contributions à recevoir et des comptes débiteurs.



**FONDS ALLOUÉS AUX DIVERSES CATÉGORIES D'ACTIVITÉS  
ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES ET DES SOLDES DES FONDS POUR  
L'EXERCICE BIENNAL CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2003 (en milliers de dollars)**

	Dévelop- pement	Secours d'urgence	IPSR	Opérations spéciales	Total 2004-2005	Exercice précédent 2002-2003
<b>RECETTES</b>						
Contributions en nature sous forme de produits	106 528	335 887	513 190	–	955 605	1 086 118
Contributions en nature sous forme de services	2 635	7 229	5 095	20 462	35 421	32 293
Autres contributions	454 943	1 639 415	1 558 610	346 293	3 999 261	3 491 652
Contributions du Bureau chargé du Programme Iraq		17 022			17 022	815 976
Gains ou pertes de change	(10 048)	(5 489)	(12 822)	(1 531)	(29 890)	51 938
Recettes diverses				8 387	8 387	
Virement au Fonds général des contributions au titre des coûts d'appui indirects	(23 555)	(132 066)	(142 006)	(23 454)	(321 081)	(345 817)
<b>TOTAL DES RECETTES, Y COMPRIS VIREMENTS</b>	<b>530 503</b>	<b>1 861 998</b>	<b>1 922 067</b>	<b>350 157</b>	<b>4 664 725</b>	<b>5 132 160</b>
<b>DÉPENSES</b>						
Produits en nature	87 801	353 177	521 320	–	962 298	1 706 340
Produits achetés	248 244	451 874	485 264	–	1 185 382	966 651
Coûts de transport maritime et coûts connexes	60 976	220 586	242 910	–	524 472	433 259
Transport terrestre, entreposage et manutention	64 063	739 777	436 365	–	1 240 205	947 664
Autres coûts opérationnels directs	13 057	58 121	37 928	229 475	338 581	195 910
Coûts d'appui directs	41 201	215 678	189 948	27 876	474 703	381 450
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>515 342</b>	<b>2 039 213</b>	<b>1 913 735</b>	<b>257 351</b>	<b>4 725 641</b>	<b>4 631 274</b>
<b>Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses</b>	<b>15 161</b>	<b>(177 215)</b>	<b>8 332</b>	<b>92 806</b>	<b>(60 916)</b>	<b>500 886</b>
<b>Soldes des fonds en début d'exercice</b>	<b>246 016</b>	<b>803 539</b>	<b>560 085</b>	<b>33 253</b>	<b>1 642 893</b>	<b>1 627 341</b>
Ajustements des contributions	(32 775)	(277 923)	(85 462)	(6 578)	(402 738)	(422 555)
Ajustements sur exercices antérieurs	(8 692)	(28 657)	(38 478)	(3 601)	(79 428)	(66 204)
Virements entre fonds et comptes	3 152	(8 932)	(2 187)	26	(7 941)	4 165
Virements aux réserves	4 088	1 634	2 528	2 271	10 521	(741)
<b>SOLDES DES FONDS EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>226 950</b>	<b>312 446</b>	<b>444 818</b>	<b>118 177</b>	<b>1 102 391</b>	<b>1 642 892</b>

<b>Décomposition des ajustements de contributions:</b>						
Reprogrammation de soldes de fonds non utilisés	(4 757)	(45 859)	(17 625)	(1 228)	(69 469)	(65 631)
Remboursement de soldes de fonds non utilisés	(5 680)	(45 636)	(8 826)	(4 016)	(64 158)	(44 595)
Passation par profits et pertes de contributions à recevoir	–	–	–	–	–	(439)
Réduction de la valeur de contributions à recevoir	(22 338)	(186 428)	(59 011)	(1 334)	(269 111)	(311 889)
<b>TOTAL</b>	<b>(32 775)</b>	<b>(277 923)</b>	<b>(85 462)</b>	<b>(6 578)</b>	<b>(402 738)</b>	<b>(422 554)</b>



---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	administration et appui aux programmes (dépenses)
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CII	Compte d'intervention immédiate
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
STRIPS	Separate trading of registered interest and principal of securities
WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM